

Arrêt

n° 190 694 du 18 août 2017
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIème CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 12 juin 2013, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et à l'annulation d'un ordre de quitter le territoire, pris le 24 avril 2013.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 14 juin 2013 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 16 mai 2017 convoquant les parties à l'audience du 14 juin 2017.

Entendu, en son rapport, N. CHAUDHRY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me P. HUGET, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me N. SCHYNTS loco Mes D. MATRAY et S. CORNELIS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 4 février 2002, le requérant a été autorisé au séjour illimité.

1.2. Le 20 décembre 2002, le requérant a été radié des registres communaux.

1.3. Le 27 mars 2009, le requérant s'est présenté auprès de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en vue de solliciter sa réinscription.

A la demande de la partie défenderesse, le requérant a produit divers documents visant à établir sa présence en Belgique pour la période du 20 juin 2002 au 27 mars 2009.

1.4. Le 24 avril 2013, la partie défenderesse a pris, à l'égard du requérant, un ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui lui a été notifiée le 14 mai 2013, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« 1-Base légale :

- Article 19 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dit que « l'étranger, qui est porteur d'un titre de séjour ou d'établissement belge valable et quitte le pays, dispose d'un droit de retour dans le Royaume pendant un an »
- Article 35 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dit que « tout titre de séjour ou d'éloignement perd sa validité dès que le titulaire réside plus de douze mois hors du Royaume, à moins qu'il n'ait satisfait aux obligations prévues à l'article 39.
- Article 39, §3, 1° du même arrêté royal stipule que l'étranger, titulaire d'un titre de séjour ou d'établissement valable, peut exercer un droit de retour après une absence de plus d'un an à condition « d'avoir, avant son départ, prouvé qu'il conserve en Belgique le centre de ses intérêts et informé l'administration communale du lieu de résidence de son intention de quitter le pays et d'y revenir ».

2-Motifs de la mesure:

L'intéressé n'a pas satisfait aux obligations mentionnées ci-dessus.

En effet, pour pouvoir bénéficier du droit de retour dont question à l'article 19 de la loi du 15.12.1980 relative à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'étranger doit être en possession d'un titre de séjour valable. Ainsi celui dont le titre de séjour est périmé et qui a quitté le pays ne peut bénéficier du droit de retour, quelle que soit la durée de son absence.

Par ailleurs, conformément à l'article 39 § 7 de l'AR du 8/10/1981, inséré en date du 22/07/2008, l'étranger dont le titre de séjour est périmé depuis plus de 3 mois est présumé avoir quitté le pays.

Pour pouvoir continuer à bénéficier de son autorisation de séjour, il lui appartient dès lors de produire la preuve non de ce qu'il a quitté le pays moins d'un an, mais de ce qu'il n'a pas quitté le pays du tout. S'il est évident qu'une telle preuve est impossible à apporter, il convient cependant que les documents produits établissent la présence de l'intéressé à des dates suffisamment proches l'une de l'autre pour que sa présence ininterrompue puisse raisonnablement en être déduite.

[Le requérant] est radié des registres depuis le 20/12/2002 ;

Son titre de séjour (carte B) est expiré depuis le 10/04/2003 ;

Il s'est présenté à l'administration le 27/03/2009 communale pour demander sa réinscription;

L'intéressé doit produire les documents de présence allant du 20/06/2002 au 27/03/2009 (de la date de la proposition de radiation à la date de demande de réinscription) ;

Les documents produits par l'intéressé, à savoir ceux repris ci-dessous, ne permettent pas de prouver qu'il n'a pas quitté la Belgique pendant toute la durée de la période litigieuse ;

L'intéressé a produit des preuves de présence suffisantes concernant les années 2002, 2003, 2004 et 2005 ;

Mais il n'a apporté aucune preuve de présence en Belgique pour l'année 2006, et Madame [V.J.], travailleuse sociale au sein du Service d'Aide aux Molenbeekois Primo-Arrivants" (SAMPA), a elle-même déclaré dans sa lettre du 19/07/2011 que l'intéressé ne dispose d'aucune preuve pour cette année[-]là, que l'intéressé se souvient s'être fait contrôler par la Police à Bruxelles et qu'une trace de ce contrôle subsiste peut-être au sein de nos services;

Une consultation de la documentation électronique de l'Office des Etrangers a donc été faite et il en ressort qu'aucun contrôle n'est enregistré pour l'année 2006, mais bien pour le 15/01/2005.

Il a produit ensuite un bail signé le 05/01/2007 et des preuves «manuscrites» de paiement des loyers pour les années 2007, 2008 et 2009, mais ces quittances de loyers ne sont pas de nature à prouver sa présence sur le territoire, car il ne s'agit pas de documents officiels apportant la preuve irréfutable d'une présence physique en Belgique.

De même pour les témoignages émanant des connaissances de l'intéressé (Messieurs [B.B.], [M.], [C.A.], [K.M.], [B.A.], [A.F.]...) qui ne sont investis d'aucune autorité officielle, de sorte que nous sommes en droit de mettre leur validité en doute. Ces documents sont considérés comme insuffisants par nos services car à nouveau ils n'apportent pas la preuve irréfutable de la présence physique de l'intéressé sur le territoire belge pour la période incriminée.

En conclusion, [le requérant] ne peut être réinscrit et ne peut bénéficier du Droit au Retour prévu à l'article 19 de la loi du 15/12/1980 bien qu'il ait produit des preuves de présence pour la période allant de 2002 à 2005.

En effet, les preuves apportées pour 2007, 2008 et 2009 sont insuffisantes et [le requérant] n'a produit aucune preuve de présence sur le territoire en 2006.

[...] »

2. Examen du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique tiré de la violation des articles 1 à 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe de bonne administration et du principe selon lequel l'autorité est tenue de statuer en prenant connaissance de tous les éléments de la cause, ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation.

Critiquant, notamment, le motif de l'acte attaqué relatif à l'absence de preuve de la présence du requérant en Belgique pour l'année 2006, elle fait valoir que « le requérant a apporté les preuves suivantes :

- 1) Courrier de l'Echevin de l'Emploi de l'administration de Molenbeek-Saint-Jean attestant de la sollicitation régulière [du requérant] en novembre et décembre 2006
- 2) Attestation des soins donnés en podologie en janvier 2006. Ce document fait également état de « passage régulier [sic] ».
- 3) Courrier du SAMPA du 18/12/2012 adressé à l'OE et qui confirme que Mr a sollicité une aide administrative en 2006 et qui indique que la demande [du requérant] de réinscription à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est pendante depuis plus de 5 ans ».

Elle reproche à la partie défenderesse de « se base[r] sur le courrier du SAMPA de 2011 mais [de ne pas tenir] compte du second courrier de décembre 2012, ni des autres preuves déposées par le requérant », et conclut en reprochant à la partie défenderesse de ne pas avoir « tenu compte de tous les éléments qui lui ont été déposés » et de ne pas les avoir examinés. Elle lui fait également grief de ne pas avoir « répondu de manière complète dans la décision » aux éléments précités, et soutient que « Dans ces conditions, il n'est pas possible de déduire des motifs de l'acte attaqué, les motifs pour lesquels les éléments déposés n'ont pas été retenus ».

2.2. A cet égard, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle n'implique pas la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par le requérant. Elle n'implique que l'obligation d'informer le requérant des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé. Il suffit par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est amené à effectuer, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

2.3. En l'occurrence, le Conseil observe, à l'examen des pièces versées au dossier administratif, que, avant la prise de la décision attaquée, le requérant a produit, à la demande de la partie défenderesse, différents documents en vue d'établir la preuve de sa présence en Belgique entre 2002 et 2009. Il relève que, parmi ces documents, dont la copie figure au dossier administratif, se trouve notamment un courrier daté du 18 décembre 2012, émanant du Service d'Aide aux Molenbeekois Primo-Arrivants (SAMPA), lequel indique intervenir à la demande du requérant. Le Conseil relève également qu'au courrier précité sont annexées, d'une part, une attestation émanant du podologue [Y.A.], selon laquelle le requérant aurait bénéficié de soins en janvier 2006 et février 2007 et faisant état de « passage régulier », et d'autre part, une attestation, émanant d'un dénommé [Z.S.], selon laquelle le requérant aurait travaillé bénévolement durant l'année scolaire 2006-2007 au sein d'une « association des jeunes marocains » située à Molenbeek.

A cet égard, l'acte attaqué comporte le motif suivant : « [...] Les documents produits par l'intéressé, à savoir ceux repris ci-dessous, ne permettent pas de prouver qu'il n'a pas quitté la Belgique pendant

toute la durée de la période litigieuse ; L'intéressé a produit des preuves de présence suffisantes concernant les années 2002, 2003, 2004 et 2005 ; Mais il n'a apporté aucune preuve de présence en Belgique pour l'année 2006, et Madame [V.J.], travailleuse sociale au sein du Service d'Aide aux Molenbeekois Primo-Arrivants" (SAMPA), a elle-même déclaré dans sa lettre du 19/07/2011 que l'intéressé ne dispose d'aucune preuve pour cette année[-]là, que l'intéressé se souvient s'être fait contrôler par la Police à Bruxelles et qu'une trace de ce contrôle subsiste peut-être au sein de nos services; Une consultation de la documentation électronique de l'Office des Etrangers a donc été faite et il en ressort qu'aucun contrôle n'est enregistré pour l'année 2006, mais bien pour le 15/01/2005 [...] ».

Sans se prononcer sur les éléments invoqués par la partie requérante, force est toutefois de constater que cette motivation ne peut être considérée comme suffisante, dès lors que la partie défenderesse reste en défaut d'avoir spécifiquement et précisément répondu à certains des éléments explicitement invoqués par la partie requérante à l'appui de sa demande de réinscription aux registres communaux, à savoir le courrier du SAMPA du 18 décembre 2012 ainsi que ses deux annexes.

L'affirmation, dans la note d'observations de la partie défenderesse, que celle-ci « a légitimement relevé que dans son courrier du 19 juillet 2011, la travailleuse du SAMPA a elle-même indiqué que la partie requérante ne disposait d'aucun document pour l'année 2006 » n'est pas de nature à énerver les constats qui précèdent, dès lors qu'elle laisse entier le fait que, dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, la partie défenderesse demeure tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement, et qu'il ressort de la motivation en fait de l'acte attaqué que celle-ci est restée en défaut démontrer qu'elle a pris en considération les documents susvisés. Quant à l'affirmation portant que « le dossier administratif ne contient aucune attestation de soins en janvier 2006 », le Conseil ne peut que constater, au vu de ce qui précède, qu'elle manque en fait.

2.4. Il résulte de ce qui précède que cet aspect du moyen unique est fondé et suffit à l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3. Débats succincts.

3.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

3.2. L'acte attaqué étant annulé par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

4. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}.

L'ordre de quitter le territoire, pris le 24 avril 2013, est annulé.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Article 3.

Les dépens, liquidés à la somme de cent septante-cinq euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-huit août deux mille dix-sept par :

Mme N. CHAUDHRY,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A.D. NYEMECK,

greffier.

Le greffier,

Le président,

A.D. NYEMECK

N. CHAUDHRY